

Décivilisation ?

par **Alain Cambier**

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) de l'Université de Lille.

L'augmentation des tensions dans tous les segments de notre société met sur la sellette nos institutions. A ce propos, le politologue Jérôme Fourquet a pointé « un processus de décivilisation qui s'enclenche » : cette expression a été reprise aussitôt par le chef de l'État, dès le lendemain d'un déjeuner à l'Élysée avec des sociologues, le 23 mai dernier. Pourtant, la notion de « décivilisation » apparaît très connotée : avant même d'avoir théorisé le « grand remplacement », le propagandiste d'extrême droite Renaud Camus avait publié, en 2011, un essai intitulé « Décivilisation ». Certes, personne ne peut nier une multiplication des incivilités et l'apparition de phénomènes de désintégration de la vie sociale. Pourtant, dans une tribune du journal *Le Monde* du 28 juillet 2023, Edgar Morin préfère parler d'une « crise de civilisation » qu'il faudrait resituer dans la complexité d'une « polycrise mondiale ». Edgar Morin pointe également une « crise de la pensée ». Au-delà de la conflictualité radicale qui semble désormais s'emparer aussi bien des conduites que des propos de tout un chacun, il s'agit effectivement d'aller aux racines plus profondes d'une « tragédie de la culture ».

Diagnostiquer un « processus de décivilisation » permet d'en appeler à une « politique de civilisation ». Cependant, il faut savoir ce que l'on met derrière cette expression, dans la mesure où elle a été exploitée de manière démagogique par des politiques¹. Ainsi, prétendre régler le problème des quartiers de banlieue en les « nettoyant » au Karcher² apparaît comme une application dévoyée et pernicieuse du syntagme « politique de civilisation »... L'idée initiale d'une « politique de civilisation » n'a, au départ, absolument rien à voir avec une politique répressive : elle a été formulée par Edgar Morin en 1997³, tout comme Michel Freitag avait recouru, peu avant, à l'expression de « politique civilisationnelle »⁴. Une telle politique ne se réduit certainement pas au recours à la répression ou au calcul d'intérêt immédiat, car pour Freitag « la vraie richesse de l'humanité, ce n'est pas sa capacité de production économique et technologique, c'est sa capacité de produire du sens »⁵.

La civilisation des mœurs

Si les notions de civilisation et de culture peuvent être légitimement distinguées, elles se sont imposées toutes deux, dans notre vocabulaire au XVIII^e siècle⁶, et désignent ce par quoi l'existence humaine s'élève au-dessus de l'animalité : elles pointent le passage de l'*immanitas* à l'*humanitas*, c'est-à-dire l'émancipation de l'homme vis-à-vis de la férocité animale. Être civilisé renvoie à une entreprise éthique qui consiste à « élever l'homme » au-dessus de la nature sauvage

et au-dessus de sa nature spécifique. Cette exigence est une constante de toute l'humanité et nous la trouvons déjà exprimée à la fin du mythe de *Prométhée* et d'*Épiméthée* : pour vivre ensemble, les hommes doivent nécessairement acquérir le sens de la tenue et de la retenue, soit la vertu de l'*Aïdôs*, de la réserve⁷... Car l'enjeu est double : d'une part, il s'agit de se démarquer du comportement animal qui vient sourdre en l'homme, mais aussi de discipliner cette marge d'indétermination qui caractérise son libre arbitre et peut conduire à une illimitation des désirs, en confondant liberté et licence capricieuse. En ce sens, Norbert Elias a pu souligner que la civilisation des mœurs implique le contrôle de soi⁸ ou, pour le dire avec Adorno et Horkheimer : « L'histoire de la civilisation est l'histoire de l'introversion du sacrifice »⁹. Car, la véritable signification de la logique sacrificielle n'est finalement pas de sacrifier quelqu'un d'autre que soi - fût-ce un autre être humain ou un animal consacré -, mais de sacrifier une partie de soi-même : une part de ses impulsions. Comme Érasme l'affirmait, il faut donc nécessairement instituer l'humain dans l'homme. Or, la crise actuelle des institutions vient désormais mettre en péril ce projet. Milan Kundera disait que « l'indiscrétion » est devenue la « vertu » de notre époque : en un mot, l'impudeur règne, comme s'il n'y avait plus de « Sur-moi » à acquérir chez les individus, de sorte que chacun en vient à jauger publiquement le monde à l'aune de sa subjectivité la plus intime, sans vergogne.

¹ Comme l'a fait N. Sarkozy et, plus récemment, Éric Ciotti à la suite des émeutes de juin dernier, consécutives à la mort de l'adolescent Nael Merzouk pour refus d'obtempérer.

² Cette expression a été prononcée par N. Sarkozy le 19 juin 2005, devant la « cité des 4000 » à La Courneuve.

³ Cf. Edgar Morin & S. Naïr, *Pour une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 2002.

⁴ Cf. M. Freitag, *Le Naufrage de l'Université*, Québec-Paris, Nuit-blanche-La Découverte, 1995.

⁵ M. Freitag, *L'Impasse de la globalisation*, Montréal, Ecosociété, 2008.

⁶ Cf. notre ouvrage *Qu'est-ce qu'une civilisation ?*, Paris, Vrin, coll. *Chemins philosophiques*, 2012.

⁷ Cf. Platon, *Protagoras* 321d-322e.

⁸ Cf. N. Elias, *La Civilisation des mœurs* et *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Presses-Pocket, 1990, p. 185.

⁹ Cf. leur ouvrage *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974, p. 68.

L'écran devient aujourd'hui le nouveau miroir du narcissisme le plus indécent. Dans une société marquée par le néo-libéralisme où domine le modèle complaisant de l'*homo frivolus*, chacun se veut l'exclusive source des valeurs, au point de justifier un relativisme radical, le cynisme, voire la violence nihiliste.

Le risque de confusion entre civilisation des mœurs et répression¹⁰

Certes, les règles de civilités peuvent sembler formelles, voire hypocrites, mais cette hypocrisie du jeu social est alors vouée à empêcher tous les autres vices de s'exprimer au grand jour. Ce mot de civilisation qui désigne un processus d'acquisition des « civilités » renvoie au même champ lexical que *poli* et *police* qui, même s'ils sont phonétiquement proches, présentent une étymologie différente : pour l'un, le latin « *polire* », l'action de polir pour refouler toute rudesse dans les contacts humains ; pour l'autre, les termes grec de *polis* et de « *politeia* » : vivre dans une cité ou un État doté d'une *politeia* – c'est-à-dire d'une constitution – est censé être la marque même de ce qui s'oppose à la barbarie. Si l'homme est bien un *animal educandum*, cette éducation relève de l'*éthos* d'une culture : elle est à la fois l'affaire de la famille, de la vie sociale et de l'État. Or, il semble bien qu'aujourd'hui compter uniquement sur les « forces de l'ordre » pour juguler toute expression violente d'exaspération sociale est plutôt le symptôme d'une impasse. Tout comme la notion de « civilisation » a servi à une époque pour justifier une colonisation forcée, prétendre la mobiliser aujourd'hui pour régler le problème d'un prétendu « ensauvagement de la société »¹¹ apparaît comme un raccourci douteux. Si l'État dispose bien du monopole de la violence légale, il est d'abord une institution symbolique qui ne fait autorité que par les valeurs qu'il représente. Face aux colères populaires, les forces de police ne doivent donc être qu'un ultime recours et la confiance que nous devons légitimement leur accorder implique réciproquement, de leur part, le respect républicain des citoyens. La suppression de la « police de proximité » a été un signal fort d'une vision étroite du rôle de la police et le maintien de cette suppression par pur dogmatisme apparaît comme une faute lourde : il indique un changement de doctrine dans l'utilisation des forces de l'ordre. L'abus du recours à la démonstration de force pour intimider les diverses expressions populaires de mécontentement malmène la démocratie¹² : il vise à dissuader de manifester. En outre, miser sur le déploiement massif des « forces de police » uniquement en termes de « moyens » est révélateur de l'aveuglement sur la question primordiale des fins ultimes à leur fixer, en République. Cet affichage d'une pléthore de « moyens » contre des manifestants occasionnels fait

ressortir, par contraste, la totale impuissance face à cette insécurité vécue au quotidien que génèrent, par exemple, les réseaux de drogue ou les terroristes fanatisés. De même, il faut s'interroger sur la mobilisation de forces spécifiques comme le RAID pour prétendre garantir l'ordre face à des émeutes sporadiques. Ici comme ailleurs¹³, on ne peut prétendre civiliser les âmes par des armes, au risque d'en arriver à confondre société policée et État policier. On ne met pas fin aux colères populaires en les soumettant simplement à une surenchère dans la menace policière : l'enjeu est d'abord de comprendre les tenants et aboutissants profonds de toute crise sociale...

La notion de civilisation ne renvoie pas nécessairement à un modèle normatif

Si la notion de civilisation a pu devenir sujette à caution, c'est aussi parce qu'elle a donné lieu à une extrapolation en raison de son émergence en corrélation avec la notion de progrès : si les exigences de respect mutuel dans une société sont universelles, la perfectibilité de l'homme qu'elles supposent n'induit pas nécessairement l'idée que certaines sociétés se développeraient mieux que d'autres ou, tout au moins, avant d'autres. Le premier effet d'un tel amalgame a conduit à se réclamer d'une vision réductrice de la notion de civilisation qui ne devenait qu'un habillage idéologique d'un ethnocentrisme : ce fut là un des effets pervers de la face obscure de l'esprit des Lumières. On peut en recueillir la trace dans la pensée d'Auguste Comte qui a prétendu mettre au jour une loi de succession - la loi des trois états¹⁴ - et transformer ainsi une tendance en nécessité inconditionnelle. Tout ce qui ne va pas dans le sens du courant serait alors condamné : le postulat d'un sens global du progrès rend aveugle à la signification spécifique des cultures humaines. La civilisation a souvent été présentée comme un processus téléologique devant conduire à un même mode de vie pour l'humanité entière et donc voué à une universalisation extensive. Mais si une civilisation est une notion qui présente toujours plus d'extension que celle de culture, cette extension ne signifie pas du tout un dépassement nécessaire des cultures en vue de l'accomplissement d'un modèle global. Le travail critique de neutralisation axiologique de la notion de civilisation a été accompli, en France, par Marcel Mauss¹⁵ qui s'efforça de vider la notion de civilisation de ses connotations normatives. Plutôt que de se référer à la civilisation comme d'un modèle universel à imposer, Mauss y voit une similitude de traits communs à des sociétés différentes qui ne relèvent pas d'une essence idéale, mais simplement d'un « air de famille » dont il s'agirait de recueillir les traits, en passant du normatif au descriptif¹⁶. Mauss préfère donc

¹⁰ Sur cette notion de répression (*Unterdrückung*), cf. également S. Freud, *Malaise dans la civilisation*, Paris, PUF, 1989.

¹¹ Expression de G. Darmanin.

¹² Comme lors des manifestations organisées par l'Intersyndicale contre la dernière réforme des retraites.

¹³ Cf. le rôle, par exemple, de la « police des mœurs » en Iran qui a conduit à l'assassinat de Mahsa Amini.

¹⁴ Cf. A. Comte : sa conclusion du *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société* (1822).

¹⁵ Cf. M. Mauss, *Les civilisations : éléments et formes* dans *Essais de sociologie*, Paris, éd. de Minuit, p. 249-250.

¹⁶ « ... une civilisation : c'est un ensemble suffisamment grand de phénomènes de civilisation [...] un ensemble suffisamment caractéristique pour qu'il puisse signifier, évoquer à l'esprit une famille de sociétés », op. cit. p. 234-237.

parler de « phénomènes de civilisation » qui correspondraient à l'existence d'une sorte de bassin ou de fonds de phénomènes communs à plusieurs systèmes socioculturels suffisamment proches : « Une sorte de système hypersocial de systèmes sociaux, voilà ce qu'on peut appeler une civilisation ». Parler de civilisation ne consiste plus ici à renvoyer à une loi ou un principe, mais à une limite de fusion. Elle présuppose déjà l'existence de particularismes culturels susceptibles d'être partagés par acculturation, pouvant certes s'ouvrir aux autres civilisations, mais dont les caractères originaux constitutifs peuvent aussi opposer leur résistance...

La barbarie postmoderne comme désymbolisation

Ainsi, dans notre propre société, le problème le plus profond n'est pas tant celui d'une « décivilisation », mais plutôt paradoxalement du développement exponentiel d'une civilisation technologique abstraite qui provoque une « tragédie de la culture » – pour reprendre la fameuse expression de Georg Simmel¹⁷. Le propre de toute culture est d'être constitué de systèmes symboliques répondant à la « dette de sens » qui taraude tout être humain¹⁸. L'homme a pu être défini par Ernst Cassirer comme un « animal *symbolicum* »¹⁹ parce qu'il introduit la médiation de dispositifs symboliques entre lui et la réalité, comme c'est déjà le cas avec le langage. La barbarie comme régression se caractérise, à l'inverse, par la désymbolisation. Or, celle-ci peut être engendrée par un type de civilisation hautement sophistiquée qui s'en remet aveuglément à la rationalité instrumentale. Max Weber distinguait déjà l'activité rationnelle par valeurs (*Wertrationalität*) et l'activité rationnelle par finalité (*Zweckrationalität*)²⁰. La première relève d'une logique symbolique qui fait que l'on agit au nom de représentations d'exigences, de croyances en certains devoirs, d'obligations éthiques. En revanche, la rationalité par finalité est réduite aujourd'hui exclusivement au calcul d'intérêt : il s'agit d'aménager les moyens les plus efficaces pour arriver à un but. Aussi, même si les deux types de rationalité peuvent coexister, cette dernière devient de plus en plus une menace pour la rationalité par valeurs. Car la prédominance du calcul d'intérêt tend à disqualifier la rationalité par valeurs. Bien plus, la civilisation post-moderne a vicié la notion même de « rationalité par finalité », puisqu'elle entretient la confusion entre la notion de fin et celle d'objectif, lui-même susceptible de devenir à son tour un moyen pour accomplir sans fin de nouveaux objectifs. La recherche obsessionnelle de l'efficacité provoque une amplification de moyens de plus en plus sophistiqués, mais aussi un obscurcissement des fins. La performance ciblée devient le seul critère de l'activité.

L'homme n'a plus alors qu'un prix et non une dignité. Ainsi triomphe un utilitarisme aveugle qui réduit les rapports sociaux aux rapports de rentabilité, par la priorité accordée à une gestion opérationnelle qui mise sur le déclenchement de réactions fonctionnelles. Toutes les pratiques sont alors soumises à cette entreprise d'optimisation des comportements, au détriment des valeurs symboliques. L'*Homo oeconomicus utilis* se présente comme le modèle accompli d'une humanité prétendument « opérationnelle ». L'économisme généralisé et le technocratisme apparaissent comme les moteurs de cette entreprise de désymbolisation. Ainsi, la civilisation post-moderne peut développer une barbarie endogène puisqu'elle tend à se construire par éradication de la culture et de ses institutions symboliques.

Une civilisation qui fait la guerre à la culture

Dans une civilisation où les valeurs de vérité, d'universalité, de droit, de solidarité, de respect mutuel sont déconsidérées, le « sens » ne renvoie plus à l'*a priori* d'une expérience partagée, médiatisée par une mutuelle reconnaissance, mais désigne les intérêts ou motivations spécifiées par le seul désir de se différencier de manière tout empirique et de ne chercher qu'une convergence tactique sur la base de ces différenciations circonstancielles : au point d'engendrer « une socialité sans société »²¹. Ainsi sommes-nous tous en train de devenir des « autres » pour les « autres », par défaut de l'Autre, c'est-à-dire d'un Tiers fondateur acceptable. Même la notion d'« État de droit » apparaît disqualifiée pour réguler les rapports sociaux quand cette régulation ne peut plus se faire par la simple médiation de normes culturelles intériorisées. Dès lors, tisser les liens sociaux ne devient qu'une affaire superficielle de tactiques de « communication » misant sur l'« influence ». Jusqu'au sommet de l'État, celle-ci phagocyte la politique par le biais du *lobbying* dont elle devient le jouet. L'État lui-même renonce à agir réellement pour ne plus jouer qu'un rôle d'influenceur auprès des différentes puissances économiques. Dans la vie quotidienne qui se trouve désormais sous l'empire des TIC²², l'enjeu du rôle des « influenceurs » n'est certes pas de créditer du sens, mais de procéder à des modifications de l'environnement comportemental de sujets « *other directed* » qui, ayant perdu leur « gyroscope intérieur », s'orientent au radar en réagissant au coup par coup aux « innovations » les plus futiles. Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant de voir émerger des narratifs historiques qui ne sont que des constructions imaginaires totalement arbitraires, mais politiquement régressives. Ainsi, à l'encontre du travail d'enquête mené par les historiens, d'aucuns tentent aujourd'hui de réhabiliter le rôle de Pétain pendant la seconde guerre mondiale en

¹⁷ Cf. G. Simmel, *Le Concept et la tragédie de la culture*, dans *La Tragédie de la culture*, Paris, Payot & Rivages, 1988, p. 207-214.

¹⁸ Sur ce point, cf. notre dernier ouvrage *Le Dépli du sens. Généalogie de la vie phénoménale*, Paris, Vrin, sept. 2023.

¹⁹ Cf. E. Cassirer, *Essai sur l'homme*, Paris, Minuit, 1975.

²⁰ Cf. M. Weber, *Economie et société*, Paris, Pocket, I, p. 55-57.

²¹ Cf. M. Freitag : cf. *L'Oubli de la société*, Rennes, PUR, 2002.

²² i.e. les Technologies de l'Information et de la Communication

prétendant qu'il aurait sauvé des juifs ; d'autres aux USA essaient de justifier l'esclavage en prétendant qu'il aurait permis aux personnes de couleur d'acquérir ainsi des « compétences » ; en Russie, Staline est de nouveau honoré et avec lui Dzerjinski, fondateur de la Tcheka²³ ; d'autres encore déclarent que Hitler s'en serait pris aux « usuriers » et non aux juifs en tant que tels, etc. Le révisionnisme et le négationnisme fleurissent quand sévit la « crise de la culture »²⁴, la crise de la transmission culturelle, jusqu'à nous faire « marcher dans les ténèbres »²⁵. La méconnaissance du passé historique contribue à interdire de penser, à se laisser guider uniquement par des faussaires. Plutôt que de dire, en reprenant Gramsci, que nous vivons actuellement une guerre culturelle entre la droite et la gauche pour asseoir son hégémonie, il s'agit plutôt d'une guerre contre la culture.

Défi écologique et « politique civilisationnelle »

Cependant, face aux outrances sans limites qui caractérisent la « kitschitude »²⁶ menaçant toutes les cultures à l'échelle planétaire, il serait regrettable d'effectuer, dans ce contexte, un repli passiste en reglorifiant la notion de nation et en se

recroquevillant sur elle, au détriment de celle de civilisation. Ce à quoi nous sommes confrontés est moins une décivilisation que la nécessité pour chaque civilisation de procéder à un examen de conscience sur sa responsabilité dans la tournure tragique que peut prendre notre histoire humaine, en raison de nos aveuglements mortifères. Or, un phénomène majeur est aujourd'hui censé nous contraindre à regarder la biosphère sans les œillères de nos frontières : le dérèglement climatique change les données du problème auxquelles ont été confrontées jusqu'ici les communautés humaines et nous oblige à repousser les « limites de fusion » des différentes civilisations exposées désormais à un nouveau péril existentiel. Les défis que provoque ce dérèglement ne peuvent être relevés à l'échelle d'un seul pays ou d'une seule culture, voire d'une seule civilisation, puisque toute la condition humaine doit s'interroger sur son destin et se sentir concernée par les bouleversements climatiques que « l'anthropocène » a lui-même générés et qui vont de plus en plus nous affecter. L'enjeu pour toute l'humanité est bien celui de la coopération des civilisations plutôt que de radicaliser les conflits en misant sur un « choc des civilisations ».

²³ Police politique de l'URSS.

²⁴ Cf. H. Arendt, *La Crise de la culture*, Préface, dans *L'Humaine condition*, Paris, Quarto-Gallimard, 2012, p. 593-603.

²⁵ « Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres » A. de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Folio-Gallimard, 1986, II, p. 452.

²⁶ Cf. G. Lipovetsky et J. Seroy : cf. *Le Nouvel âge du kitsch*, Paris, Gallimard, 2023, mais aussi initialement Hermann Broch, *Quelques remarques à propos du kitsch*, Paris, Alia, 2001.